

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/32537]

**12 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiotvisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII**

## RAPPORT AU GOUVERNEMENT

## Introduction

La reprise d'études des membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public au cours de leur carrière est actuellement réglée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière.

Cet arrêté encadre juridiquement la matière en déterminant les types de formations ouvertes aux membres du personnel, les conditions d'attribution de congés d'études, l'attribution d'une prime en cas de réussite, etc.

Le contexte dans lequel cet arrêté a été rédigé a cependant, au cours de ces dernières années, été modifié sur plusieurs aspects, aboutissant à ce que plusieurs de ses dispositions soient vidées de leur sens.

Tout d'abord, l'École d'Administration publique, qui assurait auparavant la gestion des formations des membres du personnel au sein du Ministère de la Communauté française n'existe plus depuis la création de l'École d'Administration publique commune au SPW et au MFWB suite à l'accord de coopération du 10 novembre 2011 conclu entre la Région wallonne et la Communauté française. Les missions qui lui sont octroyées par l'arrêté du 17 mars 2004 ne trouvent donc plus à s'appliquer.

Ensuite, les différentes et successives réformes des enseignements (enseignement supérieur, jurys centraux et certificat de base pour adultes) ont de leur côté bouleversé profondément l'organisation de ceux-ci.

Le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études modifie les dispositions en matière de parcours de l'étudiant. Les Universités de la Communauté française sont passées d'un système d'année d'études à un système d'accumulation de crédits dans un cycle.

Enfin, la problématique de la clause d'écologie, qui faisait l'objet de nombreuses controverses et d'une jurisprudence parfois contradictoire, a été réglée par l'insertion d'un article 22*bis* dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Cet article 22*bis* définit la clause d'écologie comme « la clause par laquelle le travailleur, bénéficiant dans le cours d'exécution de son contrat d'une formation aux frais de l'employeur, s'engage à rembourser à ce dernier une partie des frais de formation en cas de départ de l'entreprise avant l'expiration d'une période convenue » et soumet celle-ci à des conditions strictes de validité.

Il est important de noter que la reprise d'études en cours de carrière au sein de la Communauté française est tout à fait particulière ; elle est en effet la seule entité publique à attribuer une prime au membre du personnel qui finalise avec succès sa formation.

Au regard de cette évolution législative relative à la clause d'écologie et de la spécificité du dispositif concernant la reprise d'études en Communauté française (prise en charge des frais pour les formations spécifiques, attribution d'une prime) il apparaît nécessaire également d'intégrer la clause d'écologie dans l'arrêté du 17 mars 2004.

Le présent projet a pour objectif d'actualiser, d'une part, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 et vise, d'autre part, à le modifier sur certains aspects.

**Article 1<sup>er</sup>.** Cet article met à jour les définitions reprises à l'article 2 de l'arrêté du 17 mars 2004 qui sont nécessaires à la mise en place des dispositions modificatives du présent arrêté. Il n'appelle pas de commentaires particuliers.

**Article 2.** Afin d'améliorer la lisibilité du texte, les termes « formation transversale » sont remplacés par « formation générale » afin d'éviter toute confusion avec les formations confiées aujourd'hui à l'École d'administration publique commune, lesquelles sont désignées comme « formations transversales ».

Il est précisé que les « formations générales » sont des formations qui peuvent être prises à l'initiative du membre du personnel, contrairement aux « formations spécifiques », lesquelles doivent être demandées par le supérieur hiérarchique (soit d'initiative, soit sur suggestion du membre du personnel). Les formations générales doivent être reprises au sein d'une liste établie annuellement.

La liste des « formations générales », liste qui dans l'ancien système était établie par le conseil de la formation de l'École d'administration publique (interne au Ministère de la Communauté française) sera désormais établie par le fonctionnaire dirigeant (ou son délégué) de chaque entité administrative (Ministère de la Communauté française ou organisme d'intérêt public) sur proposition des services de formation de chacune de ces entités. En effet, chaque entité est la mieux placée pour déterminer quelles sont les formations considérées comme appropriées dans leur domaine de compétence.

Les « formations spécifiques » doivent être reconnues préalablement par le Service Compétences et Conseil Carrière. Cela se comprend dans la mesure où les formations spécifiques répondent à des besoins tout-à-fait particuliers et dont les frais sont, par ailleurs, pris en charge par la Communauté française. Un contrôle particulier s'avère donc nécessaire.

**Article 3.** Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 4.** Cet article vise notamment à prendre en compte la réforme du système d'accumulation des crédits de l'enseignement supérieur (ECTS).

**Article 5.** Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 6.** Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 7.** Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 8.** Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 9.** Cet article vise notamment à prendre en compte la réforme du système d'accumulation des crédits de l'enseignement supérieur (ECTS).

**Article 10.** Cet article vise notamment à prendre en compte la réforme du système d'accumulation des crédits de l'enseignement supérieur (ECTS).

**Article 11.** Cet article vise notamment à prendre en compte la réforme du système d'accumulation des crédits de l'enseignement supérieur (ECTS).

**Article 12.** Cet article insère un nouvel article 13/1 qui contient le dispositif applicable en matière de clause d'écologie.

L'article précise tout d'abord les hypothèses dans lesquelles la clause peut, pour le personnel statutaire et contractuel, être prévue.

Il est toutefois prévu que la clause d'écolage ne trouve pas à s'appliquer si le membre du personnel démissionne pour occuper une autre fonction au sein de la Fonction publique communautaire.

Les conditions d'application et les modalités du remboursement sont fixées dans un contrat ou une clause d'écolage dont le modèle est établi par le service de formation.

La clause d'écolage sera établie, soit dans le respect de la loi du 3 juillet 1978 pour le personnel contractuel, soit dans le respect des paragraphes 3 à 7 du présent article pour le personnel statutaire.

Les dispositions applicables au personnel statutaire ont été lourdement inspirées du régime prévu par la loi du 3 juillet 1978 afin d'assurer une égalité de traitement entre les différentes catégories du personnel. Il est toutefois nécessaire que l'article intègre un dispositif propre au personnel statutaire afin d'assurer la sécurité juridique du dispositif, comme cela a été noté par le Conseil d'Etat dans son avis sur le texte.

**Article 13.** Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 14.** Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 15.** Cet article vise à :

- Mettre à jour les mentions relatives au Certificat de management public suite à l'adoption de la réforme portée par l'accord de coopération du 21 mai 2021 modifiant l'accord de coopération du 6 février 2014 remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne

- Prendre en compte la réforme du système d'accumulation des crédits de l'enseignement supérieur (ECTS).

**Article 16.** - Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 17.** Cet article emporte différentes adaptations liées aux mesures reprises par le présent arrêté. Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 18.** - Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 19.** Cet article n'appelle pas de commentaires.

**Article 20.** Cet article simplifie fortement la réglementation des dispenses de service octroyée pour les congés d'accession. Les congés d'accession ne peuvent désormais plus être refusés, même ponctuellement.

**Article 21.** Cet article contient une mesure transitoire visant à assurer le bénéfice du nombre d'heures de dispenses octroyées préalablement à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Article 22.** Cet article assure un rappel à l'existence des congés compris dans l'arrêté du 17 mars 2004 au sein du dispositif de l'arrêté du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences.

#### Conseil d'État, section de législation

#### **Avis 71.155/4 du 4 avril 2022 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII'**

Le 8 mars 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice—Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie—Bruxelles Enseignement de la Communauté française à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 avril 2022. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'État, et Anne—Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane Tellier, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 avril 2022.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### Observation préalable

En vertu de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 'portant le statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française' :

« Toute modification ou toute mesure d'exécution à caractère réglementaire du présent statut sera soumise à l'avis du Conseil de direction et fera l'objet d'un rapport au Gouvernement publié au *Moniteur belge* en même temps que l'arrêté sur lequel il portera ».

Les pièces transmises à la section de législation ne contiennent pas de rapport au Gouvernement. L'auteur du projet pourvoira au respect de cette obligation.

#### Examen du projet

##### Préambule

1. Le préambule sera complété par un alinéa visant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 'relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII', modifié par le projet.

2. L'alinéa 4 sera remplacé par le visa de l'article 9.1.3-1, § 3, du décret du 4 février 2021 'relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos'.

3. Aux alinéas 12 à 16, il conviendra d'indiquer l'année au cours de laquelle les formalités visées ont été accomplies, soit l'année 2021.

## Dispositif

## Article 2

À l'article 3, 2°, en projet, l'expression « Fonctionnaire dirigeant », qui est définie à l'article 2, 1°, en projet, paraît devoir être utilisée au lieu de celle de « Fonctionnaire général ».

## Article 11

De l'accord du délégué du Ministre, à l'instar de ce qui est prévu à l'article 9, 2°, du projet, il y a lieu, au 2°, d'insérer dans l'article 12, alinéa 2, la modification selon laquelle sont également visées des formations comportant « un minimum de 60 ECTS ».

## Article 12

1. Dans la phrase liminaire, il sera mentionné que l'article 13/1 est inséré dans la section 3 du chapitre II de l'arrêté du 17 mars 2004.

2. L'article 13/1 en projet énonce, en ses alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les conditions auxquelles les membres du personnel sont tenus de rembourser les frais de formation, et ce selon qu'ils sont respectivement agents statutaires ou membre du personnel contractuel.

L'alinéa 4 en projet précise

« Les conditions d'application et les modalités du remboursement visé aux alinéas 1 et 2 sont fixées dans un contrat ou une clause d'écolage dont le modèle est établi par le service de formation dans le respect des dispositions légales applicables en matière de clause d'écolage ».

Il va de soi qu'en ce qui concerne les membres du personnel contractuel, le respect de l'article 22*bis* de la loi du 3 juillet 1978 'relative au contrat de travail', s'impose aux parties au contrat de travail qui les lie, en tant que cette disposition règle la clause d'écolage.

Par contre, la portée exacte de la notion de « contrat d'écolage » qu'envisage l'auteur du projet n'apparaît pas d'emblée en ce qui concerne la relation statutaire.

Pour assurer la sécurité juridique et garantir le respect du principe constitutionnel d'égalité et de non—discrimination, il conviendrait de prévoir dans le dispositif de l'arrêté non pas seulement les modalités de remboursement des frais de formation mais aussi le régime proprement dit de la clause d'écolage applicable aux agents statutaires, et dont le règlement pourrait utilement s'inspirer de celui énoncé par la loi du 3 juillet 1978, tenant compte des spécificités de la relation statutaire.

Pour le surplus, il est concevable qu'une convention soit établie entre l'agent statutaire et l'autorité qui règle la clause d'écolage mais il serait judicieux – pour veiller également au respect du principe constitutionnel d'égalité et de non—discrimination – que celle—ci s'inscrive dans le cadre d'un modèle qui serait identique pour tous les membres du personnel et que fixerait le Ministre habilité à ce faire.

3. De l'accord du délégué du Ministre, à l'article 13/1, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, en projet, il y a lieu d'écrire « sollicite un congé dont la durée totale est supérieure à 3 ans consécutifs ».

4. De l'accord du délégué du Ministre, dès lors que les « membres du personnel » sont définis à l'article 2, 2°, en projet, à l'article 13/1, alinéa 3, en projet, les mots « à l'agent ou au membre du personnel contractuel » seront remplacés par les mots « au membre du personnel ».

5. La disposition sera revue à la lumière des observations qui précèdent.

## Article 17

À l'article 20, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, les mots « du dépassement de ce délai » seront remplacés par les mots « à dater de l'expiration du délai prévu au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup> ».

## Observations finales

1. Pour chaque article modifié, il convient de mentionner l'historique de ses modifications antérieures encore en vigueur. Ainsi, à titre d'exemple :

– Dans la phrase liminaire de l'article 2, il y a lieu d'indiquer que l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 17 mars 2004 a été modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 2007.

– À l'article 6, il y a lieu d'écrire « Dans l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010, ( la suite comme au projet) ».

– À l'article 13, il y a lieu d'indiquer que l'article 16*bis* de l'arrêté du 17 mars 2004 a été inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 2007.

2. La correction linguistique et légistique du texte sera soigneusement vérifiée, par exemple sur les points suivants :

– À l'article 20, § 5, alinéa 2, en projet (article 17 du projet), il y a lieu d'écrire « visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

– À l'alinéa 6 du même paragraphe, il y a lieu d'écrire « la répartition du congé non fondée ».

Le greffier,  
Anne-Catherine Van Geersdaele

Le président,  
Martine Baguet

**12 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audio-visuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médicaux-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par l'article 9 du décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 7 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, l'article 32 ;

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, l'article 9.1.3-1, §3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu le « test genre » du 29 octobre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 août 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 19 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française, donné le 22 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 25 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil WBE, donné le 25 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Comité de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 29 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication et du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, réputé favorable en application de l'article 4, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu le protocole n° 550 du Comité de secteur XVII, conclu le 1<sup>er</sup> février 2022 ;

Vu l'avis n°71.155/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 avril 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, est remplacé par ce qui suit :

« **Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Fonctionnaire dirigeant : le fonctionnaire général, ou son délégué, dirigeant le Ministère de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou un Organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, chacun pour ce qui concerne l'entité administrative qu'il dirige ;

2<sup>o</sup> Membres du personnel : les personnes qui, à quelque titre que ce soit, sont membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou d'un Organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

3<sup>o</sup> Service du personnel : la Direction générale ayant dans ses attributions la gestion du personnel du Ministère de la Communauté française, le service ayant dans ses attributions la gestion du personnel du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou d'un Organisme d'intérêt public, chacun pour l'entité administrative qui le concerne ;

4<sup>o</sup> Service compétent : le Service Compétences et Conseil Carrière du Ministère de la Communauté française ;

5<sup>o</sup> Service de formation : le Service Compétences et Conseil Carrière du Ministère de la Communauté française pour le Ministère de la Communauté française et les organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ne disposant pas d'un service de formation, le service de formation du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou d'un Organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII lorsque l'Organisme dispose d'un propre service de formation, chacun pour l'entité administrative qui le concerne ;

6<sup>o</sup> Enseignement supérieur : l'enseignement dispensé au sein d'établissements d'enseignement supérieur, organisés ou subventionnés par la Communauté française, au sens de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

7<sup>o</sup> Autres études : les études certifiées par les Jurys de l'enseignement secondaire ordinaire au sens de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, et le certificat d'études de base au sens de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base notamment ;

8<sup>o</sup> ECTS : crédits octroyés dans le cadre du Système européen de transfert et d'accumulation de crédits (*European Credit Transfer Scale*) ;

9<sup>o</sup> Ecole d'administration publique : l'Ecole d'administration publique commune à la Région wallonne et à la Communauté française créée par l'article 1<sup>er</sup> de l'Accord de coopération du 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne. ».

**Art. 2.** À l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 2007, les 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> les formations générales prises à l'initiative du membre du personnel parmi celles figurant dans une liste établie annuellement pour chaque entité administrative par le Fonctionnaire dirigeant concerné, sur base de programmes retenus par son service de formation comme répondant au critère de plus-value que les compétences sont estimées pouvoir procurer à l'entité administrative concernée, globalement considérée ;

2° les formations spécifiques proposées au membre du personnel par sa hiérarchie, soit d'initiative, soit sur suggestion du membre du personnel, qui sont reconnues par le service de formation après analyse de la proposition comme répondant à des besoins de compétences particulières fixés par un Fonctionnaire général quant à l'adéquation entre le programme de formation envisagé et le besoin tel que défini par l'entité administrative concernée ; ».

**Art. 3.** À l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « unique » est inséré entre les mots « une prime » et les mots « dont le montant » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « service du personnel » sont remplacés par les mots « service de formation » et les mots « par l'Ecole d'administration publique » sont remplacés par les mots « par l'organisme formateur ».

**Art. 4.** À l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sur proposition du service de formation concerné, chaque formation se voit attribuer par le Fonctionnaire dirigeant, à l'égard de l'entité administrative qu'il dirige, un coefficient révisable de 0 à 10 dont le maximum correspond à l'intégralité du montant maximum visé à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>. » ;

2° dans l'alinéa 3, les mots « 200 heures » sont remplacés par les mots « 60 ECTS pour l'Enseignement supérieur et de 200 heures pour les autres études » ;

3° dans l'alinéa 4, les mots « au moment où ils s'inscrivent à la formation » sont remplacés par les mots « à l'issue de la formation » ;

4° l'alinéa 5 est abrogé.

**Art. 5.** À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « janvier » est remplacé par le mot « février » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de l'année considérée » sont remplacés par les mots « de la formation considérée ».

**Art. 6.** Dans l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010, les mots « formation transversale ou spécifique » sont remplacés par les mots « formation visée à l'article 3, 1° ou 2°, ».

**Art. 7.** Dans l'article 10 du même arrêté, les mots « , après consultation du Conseil de Formation » sont abrogés.

**Art. 8.** Dans le Chapitre II du même arrêté, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. — Des formations générales prises à l'initiative du membre du personnel ».

**Art. 9.** À l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « formation transversale » sont remplacés par les mots « formation visée à l'article 3, 1°, » ;

2° dans l'alinéa 2 :

a) le mot « agents » est remplacé par les mots « membres du personnel » ;

b) les mots « un minimum de 60 ECTS ou » sont insérés entre les mots « qui comporte » et les mots « un volume horaire minimum de deux cents heures ».

**Art. 10.** Dans le Chapitre II du même arrêté, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit :

« Section 3. — Des formations spécifiques proposées au membre du personnel par sa hiérarchie ».

**Art. 11.** À l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « formation spécifique » sont remplacés par les mots « formation visée à l'article 3, 2°, » ;

2° dans l'alinéa 2 :

a) le mot « agents » est remplacé par les mots « membres du personnel » ;

b) les mots « un minimum de 60 ECTS ou » sont insérés entre les mots « qui comporte » et les mots « un volume horaire minimum de deux cents heures ».

**Art. 12.** Dans le même arrêté, il est inséré, dans la section 3 du Chapitre II, un article 13/1 rédigé comme suit :

« Art. 13/1. §1<sup>er</sup>. - L'agent statutaire est tenu au remboursement dégressif des frais de la formation si, avant l'expiration d'une période de trois ans à dater de la fin de la formation, il :

1° démissionne de sa fonction ;

2° sollicite un congé dont la durée totale est supérieure à 3 ans consécutifs ;

3° est démis d'office ou révoqué dans le cadre d'une procédure disciplinaire ;

4° abandonne la formation avant son terme sans motif légitime.

Le membre du personnel contractuel est tenu au remboursement dégressif des frais de la formation si, avant l'expiration d'une période de trois ans à dater de la fin de la formation, il :

1° met fin à son contrat de travail ;

2° est licencié pour faute grave ;

3° abandonne la formation avant son terme sans motif légitime.

Les dispositions reprises aux alinéas 1<sup>er</sup>, 1°, et 2, 1°, ne sont pas applicables au membre du personnel qui quitte sa fonction pour un emploi au sein du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou d'un Organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

Les conditions d'application et les modalités du remboursement sont fixées dans une clause d'écolage dont le modèle est établi par le service de formation.

La clause d'écolage est nécessairement datée et signée par le Fonctionnaire dirigeant et le membre du personnel concerné avant le début de la formation.

§2. La clause d'écolage est établie :

1° pour le membre du personnel contractuel : dans le respect des dispositions légales applicables en matière de clause d'écolage ;

2° pour l'agent statutaire : dans le respect des paragraphes 3 à 7.

§ 3. Sous peine de nullité, la clause d'écolage doit être constatée par écrit, pour chaque agent statutaire individuellement.

L'écrit doit mentionner :

1° une description de la formation convenue, la durée de la formation et le lieu où sera dispensée la formation;

2° le coût de cette formation ou dans le cas où ce coût ne peut pas être déterminé dans sa totalité, les éléments de coûts susceptibles de permettre une estimation de la valeur de la formation; la rémunération due à l'agent ainsi que les frais de transport ou de résidence ne peuvent pas être inclus dans le coût de la formation;

3° la date de début et la durée de validité de la clause d'écolage établie conformément au paragraphe 5. Lorsque la formation donne lieu à la délivrance d'une attestation, la date de début de la validité de la clause d'écolage coïncide avec la délivrance de ladite attestation ;

4° le montant du remboursement d'une partie des frais d'écolage, pris en charge par l'employeur, que l'agent statutaire s'engage à payer à l'issue de la formation, montant exprimé de manière dégressive par rapport à la durée de validité de la clause d'écolage; ce montant ne pourra pas dépasser les limites fixées par le paragraphe 5.

§ 4. La clause d'écolage est réputée inexistante :

1° lorsque la rémunération annuelle ne dépasse pas 16 100 euros ;

2° lorsqu'il ne s'agit pas d'une formation permettant d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles pouvant, le cas échéant, être valorisées également en dehors des services du Gouvernement ou de l'organisme d'intérêt public où l'agent est employé ;

3° lorsque la formation dispensée à l'agent statutaire se situe dans le cadre réglementaire ou légal requis pour l'exercice de la profession pour laquelle l'agent a été engagé;

4° lorsque la formation n'atteint pas une durée de 80 heures ou une valeur égale au double du revenu minimum mensuel moyen garanti.

Le montant visé sous 1° est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977, organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Il est rattaché à l'indice pivot 138,01.

§. 5. La durée de validité de la clause d'écolage ne peut pas excéder trois ans et doit être fixée en tenant compte du coût et de la durée de la formation.

Le montant du remboursement dû par l'agent statutaire en cas de non-respect de la période convenue dans la clause d'écolage ne peut pas excéder :

1° 80 % du coût de la formation en cas de départ de l'agent statutaire avant 1/3 de la période convenue;

2° 50 % du coût de la formation en cas de départ de l'agent statutaire dans la période comprise entre 1/3 et 2/3 au plus tard de la période convenue;

3° 20 % du coût de la formation en cas de départ de l'agent statutaire au-delà de 2/3 de la période convenue.

Toutefois, ce montant ne peut en aucun cas excéder 30 % de la rémunération annuelle de l'agent statutaire.

§ 6. L'agent statutaire reste titulaire de ses diplômes ou certificats et doit disposer de l'original ou d'une copie certifiée conforme par l'instance responsable pour la formation, que la clause d'écolage sorte ou non ses effets.

§ 7. Les conditions prévues au paragraphe 4, 1° et 3°, ne s'appliquent pas si la convention d'écolage concerne une formation à un métier ou une fonction figurant sur les listes des professions en pénurie ou des fonctions difficiles à remplir des Régions. Le lieu de travail détermine laquelle de ces listes s'applique. ».

**Art. 13.** Dans l'article 16bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 2007, les mots « de l'Ecole d'Administration publique » sont à chaque fois remplacés par les mots « du Service compétent ».

**Art. 14.** Dans l'intitulé du Chapitre III du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2013, le mot « transversales » est remplacé par le mot « générales ».

**Art. 15.** L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« **Art. 18.** Les congés de formation se prennent sous forme de jours, demi-jours ou heures, de manière continue ou non, avec par année scolaire ou académique:

1° un maximum de 170 heures pour le certificat de management public ;

2° 2 heures par ECTS pour les études d'Enseignement supérieur, y compris les ECTS supplémentaires lorsque ceux-ci sont imposés par un jury de faculté ;

3° un maximum de 120 heures pour les autres études.

Un seul crédit d'heures peut être octroyé pour l'ensemble d'un cycle d'études d'Enseignement supérieur, ou pour l'ensemble d'une formation dans le cadre d'autres études.

Le nombre maximum d'heures visé ci-dessus est en outre nécessairement réduit à celui de la durée de la formation lorsque cette durée est inférieure à ce crédit de référence.

Pour les formations spécifiques et le certificat de management public, le crédit d'heures visé est augmenté de manière à correspondre à la durée de la formation lorsque le nombre d'heures que couvre celle-ci excède le crédit d'heures visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour le calcul de la durée de la formation donnant droit au crédit d'heures, le nombre d'heures dont le membre du personnel est dispensé en raison d'études antérieures ou en cours est déduit. ».

**Art. 16.** Dans l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de l'agent » sont remplacés par les mots « du membre du personnel » ;

2° à l'alinéa 2, le 3° et le 4° sont remplacés par ce qui suit :

« 3° le congé pour convenance personnelle et les congés pour motifs impérieux d'ordre familial ;

4° la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans ; ».

**Art. 17.** L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Art. 20. § 1.** Le membre du personnel qui sollicite un congé de formation doit pouvoir se prévaloir auprès de sa hiérarchie d'un acte délivré par le service de formation reconnaissant la formation générale ou spécifique donnant droit à ce congé.

Pour les formations générales, l'acte visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est délivré par le Service de formation qu'après présentation par le membre du personnel d'une copie de son attestation d'inscription définitive à la formation pour l'année scolaire ou académique concernée à laquelle est joint son programme annuel de l'étudiant validé.

L'acte visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> mentionne le nombre total d'ECTS à acquérir pour l'ensemble de la formation concernée, y compris les ECTS supplémentaires lorsque ceux-ci sont imposés par un jury de faculté et déduction faite des dispenses obtenues et des ECTS acquis antérieurement à la demande. Il indique également, pour chaque année scolaire ou académique, les ECTS à acquérir ou la durée de la formation, y compris s'il échet le temps nécessaire à l'élaboration d'un travail écrit ou au suivi d'un stage si l'un de ceux-ci est requis.

Le membre du personnel qui sollicite un congé de formation dans le cadre du certificat de management public doit se prévaloir d'un acte attestant son inscription audit certificat.

**§ 2.** La dispense de service est accordée par le membre du personnel compétent pour autoriser les congés annuels de vacances, après présentation de l'acte visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

**§ 3.** La dispense ne peut être refusée que ponctuellement en raison de circonstances particulières liées aux nécessités du service.

Pour les formations générales, sauf si cette formation est nécessaire pour satisfaire aux exigences de l'évaluation ou si la formation vise à permettre au membre du personnel de réorienter sa carrière professionnelle au sein de l'entité à laquelle il est affecté, le supérieur hiérarchique peut soit refuser l'octroi du congé si celui-ci est incompatible avec l'intérêt du service, soit imposer une répartition planifiée du congé en fonction des besoins du service et du nombre d'heures ou de leçons de la formation.

**§ 4.** En l'absence de décision dans les dix jours de réception de la demande de dispense, celle-ci est réputée octroyée au membre du personnel.

Le refus d'octroi d'une dispense de service ou sa répartition planifiée est notifié au membre du personnel concerné dans le même délai.

**§ 5.** En cas de refus ou d'imposition d'une répartition planifiée du congé, le membre du personnel concerné peut, endéans les cinq jours à dater de l'expiration du délai prévu au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, recourir à l'arbitrage du fonctionnaire dirigeant le Service du personnel ou, lorsque ce dernier est l'auteur du refus, du Fonctionnaire dirigeant l'entité administrative dont il dépend.

Le fonctionnaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> procède aux mesures d'instruction utiles.

Il entend nécessairement, à leur demande, le membre du personnel visé au § 2 et le membre du personnel qui l'a saisi, accompagné s'il échet de la personne de son choix.

Il prend une décision dans les quinze jours de sa saisine.

Si la décision déclare le refus non fondé, il ne peut plus être refusé de dispense au membre du personnel concerné pour la formation considérée. Le fonctionnaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut décider toutefois d'imposer une répartition planifiée du congé.

Si la décision déclare la répartition du congé non fondée, il ne peut plus être refusé de dispense au membre du personnel concerné pour la formation considérée. ».

**Art. 18.** Dans l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par un alinéa rédigé comme suit :

« Le membre du personnel qui abandonne une formation en cours pour laquelle il bénéficie d'une dispense de service est tenu d'en avvertir immédiatement le service de formation concerné ainsi que le membre du personnel visé à l'article 20, § 2. » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « à raison de laquelle ils ont bénéficié du crédit d'heures ou une dispense analogue à celle visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> » sont abrogés.

**Art. 19.** Dans l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « l'Ecole » est remplacé par les mots « l'Ecole d'administration publique » et les mots « , qui vérifie l'assiduité à ces cours au moyen de feuilles de présence » sont abrogés ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 20.** L'article 26 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Art. 26.** La dispense de service est accordée par le membre du personnel compétent pour accorder les congés annuels de vacances, après présentation d'une attestation prouvant l'inscription du membre du personnel au concours d'accession.

## CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 21.** Les membres du personnel qui, avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, se sont vus reconnaître le bénéfice d'un certain nombre d'heures de dispenses de service à raison d'une formation reconnue par le service Compétences et Conseil Carrière du Ministère de la Communauté française ou le service de formation de l'Organisme d'intérêt public concerné, conservent le bénéfice du nombre d'heures de dispenses octroyés pour cette formation.

**Art. 22.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, il est inséré un chapitre X/I intitulé « Congés de formations en cours de carrière », comprenant un article 124/I rédigé comme suit :

« **Art. 124/I.** L'agent peut obtenir un congé pour poursuivre une formation en cours de carrière conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII. ».

**Art. 23.** Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 12 mai 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/32537]

**12 MEI 2022.** — **Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, van de *Conseil supérieur de l'Audiovisuel* en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, artikel 45, lid 2, vervangen door artikel 9 van het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van ONE (*Office de la Naissance et de l'Enfance*, afgekort "ONE"), artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie, artikel 24;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende de overheidsonderneming voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), artikel 7;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstantie belast met het ambt van Inrichtende macht voor het Onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32;

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, artikel 9.1.3-1, §3;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, van de *Conseil supérieur de l'Audiovisuel* en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verlopen en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren;

Gelet op de "gendertest" van 29 oktober 2021, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 27 augustus 2021;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 12 november 2021;

Gelet op het advies van het directiecomité van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, uitgebracht op 19 november 2021;

Gelet op het advies van het directiecomité van de *Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française* van 22 november 2021;

Gelet op het advies van het directiecomité van ONE van 25 november 2021;

Gelet op het advies van de WBE-Raad, uitgebracht op 25 november 2021;

Gelet op het advies van het directiecomité van het ministerie van de Franse Gemeenschap, uitgebracht op 29 november 2021;

Gelet op het advies van het directiecomité van ETNIC en van de raad van bestuur van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs, gunstig geacht met toepassing van artikel 4, derde lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de personeelsleden van de regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 550 van het Comité van sector XVII, gesloten op 1 februari 2022;

Gelet op het advies nr. 71.155/4 van de Raad van State, uitgebracht op 4 april 2022, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren*

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, van de *Conseil supérieur de l'Audiovisuel* en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Leidend ambtenaar: de algemeen ambtenaar, of zijn afgevaardigde, die het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de *Conseil supérieur de l'Audiovisuel* of een instelling van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteert, beheert, elk wat betreft de administratieve entiteit waarvan hij de leiding heeft;

2° Personeelsleden: personen die, in welke hoedanigheid ook, deel uitmaken van het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de *Conseil supérieur de l'Audiovisuel* of van een instelling van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteert;

3° Personeelsdienst: de algemene directie die belast is met het personeelsbeheer van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de Algemene directie die belast is met het personeelsbeheer van de *Conseil supérieur de l'Audiovisuel* of van een instelling van openbaar nut, elk voor de administratieve entiteit die haar aanbelangt;

4° Bevoegde dienst: de Dienst Bevoegdheden en Loopbaanadvies van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

5° Dienst Opleiding: de Dienst Bevoegdheden en Loopbaanadvies van het Ministerie van de Franse Gemeenschap voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut ressorterend onder het Comité van sector XVII die niet over een dienst Opleiding beschikken, de Dienst Opleiding van de *Conseil supérieur de l'Audiovisuel* of van een instelling van openbaar nut ressorterend onder het Comité van sector XVII wanneer die instelling over een eigen dienst Opleiding beschikt, elk voor de administratieve entiteit die hem/haar aanbelangt;

6° Hoger onderwijs: het onderwijs dat wordt verstrekt binnen instellingen voor hoger onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in de zin van artikel 1 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

7° Andere studies: studies gecertificeerd door de examencommissies voor het gewoon secundair onderwijs in de zin van artikel 1 van het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies voor het gewoon secundair onderwijs in de Franse Gemeenschap, en het getuigschrift basisstudies in de zin van artikel 2 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de afgifte van het getuigschrift basisstudies, inzonderheid;

8° ECTS: studiepunten toegekend in het kader van het Europees systeem voor het verzamelen en overdragen van studiepunten (*ECTS*);

9° School voor Overheidsbestuur: de School voor Overheidsbestuur gemeenschappelijk aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap opgericht bij artikel 1 van het Samenwerkingsakkoord van 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een School voor Overheidsbestuur gemeenschappelijk aan de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

**Art. 2.** In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 2007, worden de punten 1° en 2° vervangen door de volgende tekst:

"1° algemene opleidingen die op initiatief van het personeelslid worden gevolgd uit een lijst die jaarlijks voor elke administratieve entiteit door de betrokken leidend ambtenaar wordt opgesteld, op basis van programma's die door zijn dienst opleiding worden geselecteerd als beantwoordend aan het criterium van de toegevoegde waarde die de bekwaamheden geacht worden te kunnen bieden aan de betrokken administratieve entiteit, globaal beschouwd;

2° specifieke opleidingen die door zijn hiërarchie, op eigen initiatief of op voorstel van het personeelslid, aan het personeelslid worden voorgesteld en die door de dienst opleiding, na analyse van het voorstel, worden erkend als beantwoordend aan bijzondere bekwaamheidsvereisten die door een algemeen ambtenaar worden vastgesteld inzake de overeenstemming tussen het beoogde opleidingsprogramma en de behoefte zoals bepaald door de betrokken administratieve entiteit;"

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "een premie" vervangen door de woorden "een eenmalige premie";

2° in het tweede lid worden de woorden "personeelsdienst" vervangen door de woorden "opleidingsdienst" en de woorden "door de School voor Overheidsbestuur" vervangen door de woorden "door het opleidingsorgaan".

**Art. 4.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door de volgende tekst:

"Op voorstel van de betrokken opleidingsdienst wordt aan elke opleidingscursus door de leidend ambtenaar van de administratieve eenheid een coëfficiënt toegekend die van 0 tot 10 kan worden herzien en waarvan het maximum overeenkomt met het gehele maximumbedrag bedoeld in artikel 4, lid 1;

2° in lid 3 worden de woorden "200 uur" vervangen door de woorden "60 ECTS voor hoger onderwijs en 200 uur voor andere studies";

3° in lid 4 worden de woorden "op het ogenblik van de inschrijving voor de opleiding" vervangen door de woorden "aan het einde van de opleiding";

4° lid 5 wordt opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt het woord "januari" vervangen door het woord "februari";

2° in het tweede lid, worden de woorden "van het betrokken jaar" vervangen door de woorden "van de betrokken opleiding".

**Art. 6.** In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 maart 2010, worden de woorden "transversale of specifieke opleiding" vervangen door de woorden "opleiding bedoeld in artikel 3, 1° of 2°".

**Art. 7.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden ", na raadpleging van de opleidingsraad" geschrapt.

**Art. 8.** In hoofdstuk II van het besluit wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen door het volgende opschrift: "*Afdeling 2. — Algemene opleidingen op initiatief van het personeelslid*".

**Art. 9.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "transversale opleiding" vervangen door de woorden "opleiding als bedoeld in artikel 3, 1°";

2° in lid 2:

a) wordt het woord "ambtenaren" vervangen door het woord "personeelsleden";

b) worden de woorden "minstens 60 ECTS of" ingevoegd tussen de woorden "waaronder" en de woorden "minstens 200 uur".

**Art. 10.** In hoofdstuk II van het besluit wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen door de volgende tekst:

"*Afdeling 3. — Specifieke opleiding die het personeelslid door zijn hiërarchie wordt aangeboden*".

**Art. 11.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "transversale opleiding" vervangen door de woorden "opleiding als bedoeld in artikel 3, 1°";

2° in lid 2:

a) wordt het woord "ambtenaren" vervangen door het woord "personeelsleden";

b) worden de woorden "minstens 60 ECTS of" ingevoegd tussen de woorden "waaronder" en de woorden "minstens 200 uur".

**Art. 12.** In hetzelfde besluit wordt in afdeling 3 van hoofdstuk II een artikel 13/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 13/1. §1. - Het statutaire personeelslid heeft recht op een degressieve terugbetaling van de opleidingskosten indien hij vóór het verstrijken van een termijn van drie jaar na de beëindiging van de opleiding:

1° ontslag neemt uit zijn ambt;

2° verlof aanvraagt voor een totale periode van meer dan 3 opeenvolgende jaren;

3° uit zijn ambt wordt ontzet of wordt ontslagen in het kader van een tuchtprocedure;

4° zonder geldige reden afziet van de opleiding vóór de voltooiing ervan.

Het contractueel personeelslid is gehouden tot een degressieve terugbetaling van de opleidingskosten indien hij vóór het verstrijken van een termijn van drie jaar na het einde van de opleiding:

1° zijn arbeidsovereenkomst beëindigt;

2° wordt ontslagen wegens ernstige tekortkoming;

3° zonder geldige reden afziet van de opleiding vóór de voltooiing ervan.

De bepalingen bepaald in de leden 1, 1° en 2, 1° zijn niet van toepassing op het personeelslid dat zijn betrekking verlaat voor een betrekking bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de *Conseil supérieur de l'Audiotvisuel* of een instelling van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteert.

De toepassingsvoorwaarden en de nadere regels voor de terugbetaling worden vastgesteld in een opleidingsclausule, waarvan het model door de opleidingsdienst wordt vastgesteld.

De opleidingsclausule moet vóór de aanvang van de opleiding worden gedateerd en ondertekend door de leidend ambtenaar en het betrokken personeelslid.

§ 2. De opleidingsclausule is vastgesteld:

1° voor het contractuele personeelslid: met inachtneming van de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de opleidingsclausule;

2° voor de statutaire ambtenaar: met inachtneming van de paragrafen 3 tot 7.

§ 3. Op straffe van nietigheid moet de opleidingsclausule voor ieder lid van het statutair personeel afzonderlijk schriftelijk worden vastgelegd.

Het moet vermelden:

1° een beschrijving van de overeengekomen opleiding, de duur van de opleiding en de plaats waar de opleiding zal plaatsvinden;

2° de kosten van deze opleiding of, indien de kosten niet volledig kunnen worden bepaald, de kostenelementen aan de hand waarvan de waarde van de opleiding kan worden geraamd; de bezoldiging van het personeelslid en de vervoers- of verblijfskosten mogen niet in de kosten van de opleiding worden opgenomen;

3° de aanvangsdatum en de geldigheidsduur van de overeenkomstig paragraaf 5 opgestelde opleidingsclausule. Wanneer de opleiding tot de afgifte van een getuigschrift leidt, valt de begindatum van de geldigheid van de opleidingsclausule samen met de afgifte van het getuigschrift;

4° het bedrag van de terugbetaling van een deel van het studiegeld, betaald door de werkgever, dat het personeelslid aan het einde van de opleiding verbindt te betalen, uitgedrukt in degressieve termen ten opzichte van de geldigheidsduur van de opleidingsclausule; dit bedrag mag de in paragraaf 5 bepaalde perken niet overschrijden.

§ 4. De opleidingsclausule wordt geacht niet te bestaan:

1° wanneer de jaarlijkse bezoldiging niet meer bedraagt dan 16.100 euro;

2° wanneer het niet gaat om een opleiding ter verwerving van nieuwe beroepsbekwaamheden die in voorkomend geval ook kunnen worden aangewend buiten de regeringsdiensten of de instelling van openbaar nut waar de werknemer is tewerkgesteld;

3° wanneer de aan het statutair personeelslid verstrekte opleiding kadert in het reglementair of wettelijk kader dat vereist is voor de uitoefening van het beroep waarvoor het personeelslid is aangeworven;

4° wanneer de opleiding geen 80 uur duurt of een waarde heeft die gelijk is aan tweemaal het gemiddelde maandelijkse gewaarborgde minimuminkomen.

Het in 1° bedoelde bedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels die zijn vastgesteld bij de wet van 1 maart 1977 tot inrichting van een stelsel voor de koppeling van bepaalde uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

§ 5. De geldigheidsduur van de opleidingsclausule mag niet meer dan drie jaar bedragen en wordt vastgesteld met inachtneming van de kosten en de duur van de opleiding.

Het bedrag van de door het personeelslid verschuldigde terugbetaling in geval van niet-naleving van de in de opleidingsclausule overeengekomen termijn mag niet meer bedragen dan:

1° 80% van de opleidingskosten indien de statutaire werknemer vòòr 1/3 van de overeengekomen periode vertrekt;

2° 50 % van de opleidingskosten in geval van vertrek van de statutaire werknemer in de periode tussen 1/3 en uiterlijk 2/3 van de overeengekomen periode;

3° 20 % van de opleidingskosten in geval van vertrek van de statutaire werknemer na 2/3 van de overeengekomen periode.

Dit bedrag mag echter in geen geval meer dan 30% van de jaarlijkse bezoldiging van de statutaire werknemer bedragen.

§ 6. Het personeelslid blijft titularis van zijn diploma's of getuigschriften en moet over het origineel of een afschrift daarvan, door de voor de opleiding verantwoordelijke instantie voor eensluidend verklaard, beschikken, ongeacht of de opleidingsclausule van kracht wordt of niet.

§ 7. De voorwaarden bedoeld in paragraaf 4, 1° en 3°, zijn niet van toepassing indien de opleidingsovereenkomst betrekking heeft op een opleiding voor een beroep of een ambt dat voorkomt op de lijsten van beroepen met een schaarste of die moeilijk te vervullen zijn in de Gewesten. De plaats waar gewerkt wordt, bepaalt welke van deze lijsten van toepassing is."

**Art. 13.** In artikel 16bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 2007, worden de woorden "van de School voor Overheidsbestuur" telkens vervangen door de woorden "van de bevoegde Dienst".

**Art. 14.** In het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 2013, wordt het woord "transversale" vervangen door het woord "algemene".

**Art. 15.** Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 2013, wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 18. Opleidingsverlof wordt opgenomen in de vorm van dagen, halve dagen of uren, al dan niet aaneengesloten, met per school- of academiejaar:

1° maximaal 170 uur voor het getuigschrift overheidsmanagement;

2° 2 uur per ECTS voor studies in het hoger onderwijs, met inbegrip van aanvullend ECTS wanneer opgelegd door een facultaire examencommissie;

3° maximaal 120 uur voor andere studies.

Voor een volledige studiecycclus in het hoger onderwijs of voor een volledige studiecycclus op andere gebieden kan slechts één urenkrediet worden toegekend.

Het hierboven vermelde maximumaantal uren wordt ook noodzakelijkerwijs verminderd tot dat van de duur van de opleiding wanneer deze korter is dan dit referentiepunt.

Voor specifieke opleidingen en het getuigschrift overheidsmanagement worden de vermelde kredieturen verhoogd om ze in overeenstemming te brengen met de duur van de opleiding indien het aantal door de opleiding bestreken uren het in lid 1 vermelde aantal kredieturen overschrijdt.

Voor de berekening van de duur van de opleiding die recht geeft op het urenkrediet, wordt het aantal uren waarvan het personeelslid is vrijgesteld wegens een eerdere of lopende studie, in mindering gebracht."

**Art. 16.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "de ambtenaar" vervangen door de woorden "het personeelslid";

2° in lid 2 worden de derde en vierde punten vervangen door:

"3° verlof om persoonlijke redenen en verlof om dwingende familiale redenen;

4° de vierdaagse werkweek en halftijdse arbeid vanaf de leeftijd van vijftig of vijfenvijftig jaar;"

**Art. 17.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 20 § 1. Een personeelslid dat opleidingsverlof aanvraagt, moet aan zijn meerderen een door de Dienst Opleiding afgegeven document kunnen overleggen waarin de algemene of specifieke opleiding wordt erkend die hem recht geeft op dit verlof.

Voor algemene opleidingen wordt het in lid 1 bedoelde document door de Dienst Opleiding pas afgegeven nadat het personeelslid een kopie van zijn definitieve inschrijvingsbewijs voor de opleiding voor het betrokken school- of academiejaar heeft overgelegd, samen met zijn gevalideerde jaarprogramma.

Het in punt 1 bedoelde document vermeldt het totale aantal ECTS dat voor het geheel van de betrokken opleiding moet worden verworven, met inbegrip van het aanvullend ECTS wanneer die door een facultaire examencommissie worden opgelegd en na aftrek van de verkregen vrijstellingen en van het ECTS die vóór de aanvraag werden verworven. Tevens wordt voor elke school of elk academiejaar aangegeven hoeveel ECTS moeten worden verworven of hoe lang de cursus duurt, zo nodig met inbegrip van de tijd die nodig is om een schriftelijk werk voor te bereiden of om een opleiding te volgen, als een van deze vereist is.

Een personeelslid dat opleidingsverlof aanvraagt in het kader van het getuigschrift overheidsmanagement, moet een bewijs van inschrijving voor het getuigschrift overleggen.

§ 2. De vrijstelling van dienst wordt verleend door het personeelslid dat bevoegd is toestemming te verlenen voor het jaarlijks verlof, na overlegging van het document bedoeld in § 1, eerste lid.

§ 3. De vrijstelling mag alleen per geval worden geweigerd wegens bijzondere omstandigheden die verband houden met de vereisten van de dienst.

Voor een algemene opleiding, behalve wanneer deze opleiding nodig is om te voldoen aan de eisen van de beoordeling of wanneer de opleiding bedoeld is om het personeelslid in staat te stellen zijn beroepsloopbaan te heroriënteren binnen de entiteit waarbij hij is aangesteld, kan de dienstverantwoordelijke ofwel weigeren het verlof toe te kennen indien dit onverenigbaar is met het belang van de dienst, ofwel een geplande spreiding van het verlof opleggen naar gelang van de behoeften van de dienst en het aantal uren of lessen van de opleiding.

§ 4. Bij ontstentenis van een beslissing binnen tien dagen na ontvangst van het verzoek om dienstvrijstelling wordt deze laatste geacht aan het personeelslid te zijn verleend.

De weigering van dienstvrijstelling of de voorgenomen verdeling ervan wordt binnen dezelfde termijn ter kennis van het betrokken personeelslid gebracht.

§ 5. In geval van weigering of oplegging van een voorgenomen spreiding van het verlof kan het betrokken personeelslid binnen vijf dagen na het verstrijken van de in paragraaf 4, eerste lid, bedoelde termijn beroep aantekenen bij de ambtenaar die belast is met de personeelsdienst of, indien deze dienst de weigering heeft uitgevaardigd, bij de leidend ambtenaar van de administratieve entiteit waartoe hij behoort.

De in lid 1 bedoelde ambtenaar verricht de passende onderzoeksmaatregelen.

Hij hoort, noodzakelijkerwijze, op hun verzoek, het in § 2 bedoelde personeelslid en het personeelslid dat de zaak bij hem aanhangig heeft gemaakt, zo nodig vergezeld van de persoon van zijn keuze.

Hij neemt een beslissing binnen vijftien dagen nadat de zaak bij hem aanhangig werd gemaakt.

Indien de beslissing de weigering ongegrond verklaart, kan het betrokken personeelslid niet langer vrijstelling voor de betrokken opleiding worden geweigerd. De in lid 1 bedoelde ambtenaar kan evenwel beslissen een geplande spreiding van het verlof op te leggen.

Indien de beslissing de verspreiding van het verlof ongegrond verklaart, kan het betrokken personeelslid niet langer vrijstelling voor de betrokken opleiding worden geweigerd.

**Art. 18.** In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de leden 1 en 2 worden vervangen door het volgende lid:

“Een personeelslid dat afziet van een opleiding (of deze stopt te volgen) waarvoor hij van dienst is vrijgesteld, stelt de betrokken dienst voor opleiding en het in artikel 20, paragraaf 2, bedoelde personeelslid daarvan onmiddellijk in kennis;

2° in lid 3 worden de woorden “waarvoor zij het urenkrediet of een vrijstelling gelijkaardig aan die bedoeld in lid 1 hebben gekregen” geschrapt.

**Art. 19.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 wordt het woord “school” vervangen door de woorden “school voor overheidsbestuur” en worden de woorden “, die de regelmatige deelname aan deze cursussen controleert aan de hand van presentielijsten” opgeheven;

2° lid 3 wordt opgeheven.

**Art. 20.** Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

“Art. 26. De vrijstelling van dienst wordt verleend door het personeelslid dat bevoegd is tot verlening van vakantieverlof, na overlegging van een bewijsstuk waaruit blijkt dat het personeelslid voor het toelatingsexamen is ingeschreven.”.

## HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 21.** De personeelsleden die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit een bepaald aantal uren vrijstelling van dienst hebben gekregen wegens een opleiding die erkend is door de dienst Bevoegdheden en Loopbaanadvies van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of door de Dienst Opleiding van de betrokken instelling van openbaar nut, behouden het voordeel van het aantal uren vrijstelling dat voor deze opleiding is toegekend.

**Art. 22.** In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wordt een hoofdstuk X/I ingevoegd met als opschrift "Opleidingsverlof tijdens de loopbaan", dat een artikel 124/I bevat luidend als volgt:

"Art. 124/I. Aan een ambtenaar kan verlof worden toegekend om in het kader van zijn loopbaan een opleiding te volgen overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, van de *Conseil supérieur de l'Audiovisuel* en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren.

**Art. 23.** De voor de ambtenarenzaken bevoegde minister is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 12 mei 2022.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap:

De minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op *Wallonie Bruxelles Enseignement*,  
F. DAERDEN

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/41036]

**20 AVRIL 2022. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section « Agent horticole/agente horticole en cultures maraîchères » (code 125000S20D1) classée au niveau de l'enseignement de promotion sociale secondaire du troisième degré et octroyant le Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) aux porteurs du Certificat de qualification d' « Agent horticole/agente horticole en cultures maraîchères » spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale » et du Certificat de « Complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur »**

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 75 et 137 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 1991 relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1994 relatif aux titres délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 et plus particulièrement l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 2016 approuvant le dossier de référence de la section « Complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur » (code 041700S20D3) classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale de régime 1 et comptant 720 périodes ;

Vu l'avis positif rendu le 10 décembre 2021 par la Chambre de Concertation et d'Agrément du Service Francophone des Métiers et Qualifications

Vu l'avis favorable de la Cellule de consultation du 26 janvier 2022, réunie en application de l'article 75 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 28 janvier 2022,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le dossier de référence de la section intitulée « Agent horticole/agente horticole en cultures maraîchères » (code 125000S20D1) ainsi que les dossiers de référence des unités d'enseignement constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée au niveau de l'enseignement de promotion sociale secondaire du troisième degré.

Huit des unités d'enseignement qui la composent sont classées au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition et une unité d'enseignement est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de qualification.

**Art. 2.** Le titre délivré à l'issue de la section intitulée « Agent horticole/agente horticole en cultures maraîchères » (code 125000S20D1) est le certificat de qualification de « Agent horticole en cultures maraîchères » spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.

**Art. 3.** Le certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) est délivré aux étudiants qui sont porteurs du certificat de qualification de « Agent horticole en cultures maraîchères » spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale » et du certificat de « Complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur » spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.